

L'EFFACEMENT DU POLITIQUE

La philosophie politique et
la genèse de
l'impuissance de l'Europe

1ere édition : avril 2014
<La barque d'or>
labarquedor@gmail.com
editeur@labarquedor.fr

PIERRE LE VIGAN

**L'EFFACEMENT
DU POLITIQUE**

La philosophie politique et
la genèse de
l'impuissance de l'Europe

Préface d'Eric Maulin

1ere édition : avril 2014

<La barque d'or>

labarquedor@gmail.com

editeur@labarquedor.fr

Du même auteur

Inventaire de la modernité avant liquidation, Avatar éditions 2007.

Le front du cachalot. Carnets, Dualpha 2009.

La tyrannie de la transparence. Carnets II, L'Aencre-Dualpha, 2011.

Le malaise est dans l'homme. Psychopathologie et souffrances psychiques de l'homme moderne, Avatar éditions 2011.

La banlieue contre la ville, La Barque d'Or, 2011.

Ecrire contre la modernité, précédé d'*Une étude sur la philosophie des Lumières*, La Barque d'Or, 2012.

Chronique des temps modernes, La Barque d'or, 2014.

Soudain la postmodernité, La Barque d'or, 2015.

Métamorphoses de la ville. De Romulus à Le Corbusier, la Barque d'or, 2017, rééd. augmentée, 2020.

Achever le nihilisme, Sigest, 2019.

Le grand empêchement. Comment le libéralisme entrave les peuples, Perspectives libres, 2019.

Avez-vous compris les philosophes ?, 4 vol. La Barque d'or, 2019-2021

Sous le nom de Jean-Marie Legrand

Georges Charbonneau (en collaboration avec), *Dépressions et para-dépressions*, SB org, 2003.

Bernard Granger et Georges Charbonneau (dir.), *Phénoménologie des sentiments corporels*, tome 2, Le Cercle herméneutique, 2001.

Jeanine Chamond (dir.), *Les directions de sens*, Le Cercle herméneutique, 2004.

Jean-Pierre Muret (collab. à), *L'urbanisme communal*, Pro-edi, 1990.

La Barque d'Or (LBO)
Contact : labarquedor@gmail.com
editeur@labarquedor.fr
<http://labarquedor.fr>

A Jean-François Mattéi (1941-2014) †

Table des matières

Préface 11

Avant-propos 21

L'effacement du politique 48

Préface

Les institutions européennes, à commencer par l'Union européenne, sont aujourd'hui bien en peine d'incarner une idée d'Europe, un projet politique. La création puis la mise en circulation de l'Euro qui paraissait traduire l'émergence d'une souveraineté monétaire européenne, la mise en place d'une politique étrangère de sécurité commune (PESC) et de sa composante militaire, la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) sont à la dérive. La perspective d'une dissolution de l'Union européenne, même si elle reste peu probable, n'est plus un cas d'école souhaité par les seuls souverainistes et les eurosceptiques. Le scepticisme a largement débordé les champs de son expression traditionnelle.

Au début des années 2000, on encore pouvait croire à l'ascension *politique* de l'Europe, à la transformation de la prodigieuse machine économique créée par l'intégration des marchés européens en union politique. Les conditions de l'émergence d'une puissance politique européenne paraissaient alors réunies. Les représentants des Etats européens réunis à

Laeken, en décembre 2001, formulaient pour l'Union européenne d'immenses ambitions. Sur le point de s'ouvrir aux Etats d'Europe centrale et orientale et de se constitutionnaliser, l'Union européenne semblait devoir parvenir enfin à sa dimension politique, celle d'une grande puissance, à même de jouer un rôle stabilisateur au plan mondial, alternative crédible à l'hyperpuissance américaine. Que reste-t-il de ses espérances près de quinze ans plus tard ? L'Europe n'est pas devenue cette grande puissance mondiale que l'on rêvait et ne le deviendra pas.

Géant économique, premier marché de la consommation, premier pôle exportateur mondial, deuxième devise mondiale, deuxième marché boursier mondial, l'Europe n'est pas une grande puissance. Elle reste, pour reprendre une expression disgracieuse mais imagée, un *nain politique*. Incapable d'exprimer son identité propre, de définir une politique étrangère commune, de former une défense européenne autonome, elle tente de compenser ses faiblesses en se présentant comme une puissance normative mais sans les moyens pour faire respecter le droit qu'elle édicte. Ne pouvant faire en sorte que le juste qu'elle définit soit fort, elle accepte que ce qui est fort soit considéré comme juste, et ploie sous la volonté d'autres

puissances que la sienne. L'Europe compte aujourd'hui moins qu'hier dans l'évolution du monde, et pèsera demain encore moins qu'aujourd'hui. Elle ne parvient pas à transformer sa puissance économique en puissance politique, à conquérir dans sa forme unifiée l'autorité et l'influence que les Etats qui la composent avaient hier. Les grands discours sur la transformation de la communauté économique en union politique, sur la mise en place d'une politique européenne de sécurité et de défense, ou d'une diplomatie européenne révèlent l'abîme qui sépare encore l'Europe de la puissance politique et ne donnent en réalité qu'une pénible impression de vacuité.

Quelles sont les raisons de cette impuissance politique de l'Europe ? Comment en est-on arrivé là ? De nombreuses tentatives d'explications ont été données. Paul Kennedy, dans un ouvrage classique incontournable, *Naissance et déclin des grandes puissances*, (traduction française, Payot, 1989) avance que l'impuissance politique de l'Europe est principalement la conséquence de son absence de souveraineté. Des grandes aires de puissance, les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil, l'Europe est la seule qui ne soit pas un Etat national

souverain. A l'image de l'Allemagne ou des Etats-Unis, au XIX^e siècle, elle reste une fédération d'Etats souverains, dotée d'un grand marché commun mais sans qu'un point de fusion politique ne soit atteint pour souder les parties et réaliser l'unité. N'étant pas souveraine, elle n'est pas non plus capable d'exprimer une volonté, d'indiquer une direction, de tracer une ligne d'horizon. Cette absence de polarité politique provoquée par une souveraineté expliquerait la vacuité politique de l'Europe. L'absence de souveraineté politique, l'impossibilité de réaliser une souveraineté européenne serait ainsi la principale cause de l'absence politique de l'Europe.

L'explication de Paul Kennedy a le mérite de nous mettre devant une réalité constitutive de l'Union européenne : elle n'a jamais aspiré à être une union politique souveraine. On peut au contraire affirmer que le projet des communautés européennes a été conçu pour faire obstacle aux souverainetés nationales et qu'il était bien évidemment exclu de transférer la souveraineté à l'échelle européenne. Jean Monnet, l'un des principaux concepteurs des communautés européennes, était, comme on sait, radicalement hostile au principe même de la souveraineté. Mais l'explication est incomplète si nous ne pouvons

comprendre comment on en est arrivé à *détester la souveraineté*, c'est-à-dire à détester l'affirmation d'une identité politique dès lors qu'elle se définit en opposition à d'autres identités politiques ? La culture du refus de l'ennemi, c'est-à-dire l'affirmation de l'universalité des valeurs de l'humanité comme devant transcender les clivages politiques et les dissoudre, approche davantage de l'explication fondamentale. Elle n'y atteint cependant pas encore. Si l'on veut accéder à la véritable compréhension du déclin de l'Europe, c'est-à-dire à sa compréhension philosophique, il faut procéder à une *archéologie de l'impuissance politique européenne*. C'est précisément l'ambition de Pierre Le Vigan dans un ouvrage précieux et érudit où les auteurs de la tradition politique européenne sont sollicités pour donner une réponse à la question fondamentale qui traverse le livre : comment en est-on arrivé là ?

L'Europe est d'abord victime de ses propres contradictions internes, liées à l'affirmation toujours plus grande de l'individualisme et la dissolution consécutive du sens de la communauté. L'inflation des droits de l'homme et les altérations du projet démocratique en sont les principales manifestations. L'idéologie de l'Etat de droit n'a pas seulement

transformé le sens du projet politique mais il a dissous le politique sous l'effet corrosif de la multiplication des droits. Et pourtant, paradoxalement, c'est aussi par l'individualisme que le génie propre à l'Europe, son génie philosophique, culturel et scientifique, s'est accompli. Aussi longtemps que l'esprit européen restait en proie à ses contradictions fondamentales, entre la science et la foi, entre la politique et la religion, entre l'autorité et la liberté, entre l'individu et la communauté, entre la société civile et l'Etat, la recherche d'une résolution de ces contradictions assurait la dynamique de sa pensée. La balance des puissances n'a pas seulement caractérisé l'Europe westphalienne, mais la séparation des pouvoirs, la tension entre l'Eglise et l'Etat puis entre la société civile et l'Etat. La liberté et la science sont nées de ces contradictions incessantes. Historiquement, l'Europe, c'est le conflit et le mouvement. Il n'y a pas de civilisation européenne au sens d'une essence, écrit justement Pierre Le Vigan. Les Européens n'ont jamais été d'accord. Mais c'est précisément ce désaccord, à l'intérieur d'un certain cadre, cet équilibre des forces constamment en mouvement qui caractérise l'Europe et le jeu du politique. C'est dans ce monde que sont apparus les génies et les grands

hommes c'est-à-dire des individus ayant la capacité et l'occasion d'embrasser les contradictions d'une époque et de les porter plus loin qu'au point où ils les ont trouvées.

D'un point de vue politique, la contradiction majeure qu'a eu à affronter l'Europe, depuis le XVIII^e siècle, est celle de l'autonomie collective et de l'autonomie individuelle, de ce qu'on a appelé la liberté des Anciens et la liberté des Modernes. La liberté des Anciens, idéalisée dans l'Athènes du V^e siècle avant notre ère, est la liberté de la communauté. Elle tient au fait que c'est l'assemblée des citoyens qui fixe les lois en vigueur à Athènes. Mais cette conception de la liberté commune ne reconnaît ni l'égalité des droits pour tous ni la liberté individuelle. Les esclaves, les femmes, les enfants, les métèques et les étrangers ne prennent pas part à la loi commune. Ils en sont les sujets. Les citoyens qui ont adopté la loi sont eux-mêmes tenus par elle et ne peuvent affirmer aucun droit contre la loi. Socrate en fait l'amère expérience. La liberté des modernes est au contraire une liberté individuelle qui tient à la croyance dans l'existence de droits fondamentaux de la personne humaine, des droits naturels. La vieille tradition du *jus naturalisme moderne*, apparue au XVI^e siècle, est à

l'origine de la proclamation des droits de l'homme. Ces deux formes de liberté que Benjamin Constant s'est ingénié à caractériser comme liberté des Anciens et libertés des Modernes ont, en réalité, longtemps cohabité et, dans une certaine mesure, cohabitent encore. Mais le sens du développement de la pensée européenne est dans l'affirmation de droits individuels toujours plus grands ce qui, comme le montre Pierre Le Vigan, ne peut aboutir, progressivement, qu'à une dissolution du sens de la communauté et, par conséquent, du sens politique.

Cette contradiction est aujourd'hui incarnée par le système de la démocratie constitutionnelle, c'est-à-dire par un système politique qui tend à substituer la protection des droits fondamentaux des individus à la souveraineté du peuple. Elle est déjà présente, au XVIII^e siècle, dans les régimes représentatifs qui, en Amérique comme en France, reposent sur le principe de la souveraineté du peuple ou de la nation mais en confient l'exercice à des représentants. Le principe même de la représentation induit un irréductible écart entre le peuple réel et le peuple légal ou représenté. Cette contradiction est longtemps restée occultée aux yeux du plus grand nombre en raison de l'importance politique, au XIX^e siècle, de la nation. Les Etats

européens, au XIX^e siècle, s'organisent en Etats nationaux et l'identité nationale permet de transcender la différence entre le peuple réel et le peuple légal. La communauté politique s'accomplit dans un projet national qui repose sur une histoire nationale, un récit des origines, la croyance dans les grands hommes et le recours à la guerre pour préserver son identité et sa différence. La religion nationale apparaît ainsi comme une force unificatrice de la communauté qui s'accommode de la représentation. Le passage de la démocratie nationale à la démocratie post-nationale fait ressurgir toute l'imposture de la représentation. Lorsque les élites sociales ne communient plus dans la foi commune, la prophétie bien connue de Rousseau se réalise : « Le peuple anglais pense être libre; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde. » (*Contrat Social* L. III, ch. 15). Selon Rousseau, la représentation est une imposture parce qu'elle substitue la volonté des représentants à la volonté du peuple. Cette imposture a pu être en grande partie neutralisée dans les grands Etats nationaux en raison de la communion dans une même foi nationale. Mais

elle ressurgit avec sa force des premiers jours lorsque l'ère des démocraties nationales cède à celle des démocraties post-nationales, dont la démocratie constitutionnelle est précisément l'expression. Les élites sociales se transforment alors en oligarchies dont les intérêts, les croyances, les espérances, l'horizon d'existence diffèrent des croyances et des espérances des individus du peuple, lesquels ne parviennent plus à faire corps, à « faire peuple » et n'ont comme ultime horizon que la misère de leurs vies ordinaires.

On trouvera dans l'ouvrage de Pierre Le Vigan l'analyse approfondie, documentée, érudite de ces transformations qui nous ont conduites au point où nous en sommes. Les identifier clairement est le préalable à toutes les décisions fondamentales que nous serons conduits à prendre, concernant l'avenir de l'Europe, dans les années décisives qui viennent.

Eric Maulin

Professeur à l'Université de Strasbourg

« De par mon expérience de plusieurs années au sein du monde politique, l'obsession que j'ai le plus eu à observer c'est celle de vouloir cacher la vérité ou la travestir. »

Malika Sorel

« L'ennemi est la figure de notre propre question. »
Theodor Däubler

Avant-propos

L'intérêt de l'histoire des idées est simple. C'est la recherche d'une réponse à la question : comment en sommes-nous arrivés là ? L'histoire des idées est bien entendu liée à l'histoire des faits. Les deux sont

interactifs : les idées agissent sur le monde, et le mouvement du monde génère de nouvelles idées¹.

Partons de la situation que nous connaissons, en Europe. Notre continent est sans existence politique, sans volonté, sans défense. Un embryon de gouvernement européen existe, mais en fait, ce sont des équipes de technocrates. Le pouvoir européen n'a pas de légitimité démocratique. Il n'a pas non plus acquis une légitimité par son efficacité. Il a beaucoup réglementé mais n'a guère construit. Il est de plus en plus contesté par les peuples. Selon Pierre-André Taguieff, « l'Europe est un empire gouverné par des super-oligarques, caste d'imposeurs suprêmes célébrant le culte de la démocratie après en avoir confisqué le nom et interdit la pratique »². Le pouvoir européen prétend faire de l'économie, mais pas de politique. En conséquence, en politique internationale, l'Europe n'existe pas. Elle agit, quand elle agit, en

¹ Rappelons-nous ce que disait Nietzsche : « Il n'y a points de faits éternels, de même qu'il n'y a pas de vérités absolues ; c'est pourquoi la philosophie historique est désormais une nécessité et avec elle la vertu de la modestie. » (*Humain trop humain*, 1878).

² « Les ravages de la mondialisation heureuse », in *Peut-on encore débattre en France ?* (Joseph Macé-Scaron préf.), Le Figaro-Plon, 2001.

éclaireur de la superpuissance américaine. C'est un rôle de poisson-pilote. L'Europe de Bruxelles est « un géant qui n'arrive pas à lacer ses souliers ». Ce mastodonte dit « Union européenne », avec une partie des Etats en monnaie commune, l'autre pas, est potentiellement une immense puissance économique et politique. Mais ce n'est qu'un potentiel non actualisé. Economiquement, l'Union est en pleine récession, à l'exception de l'Allemagne. Politiquement, l'Union européenne n'existe pas. Dipesh Chakrabarty parle de ''provincialisation de l'Europe''. Il pourrait y avoir une bonne provincialisation, celle qui assume de ne plus être ni vouloir être le centre du monde, mais un foyer spécifique, irréductible, de la diversité du monde. Un élément d'un plurivers³. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit : l'Europe devient une province *dominée*, elle ne s'appartient plus en propre. Elle est le lieu de tous mais plus d'elle-même. Elle est à la fois universalisée à outrance et périphérique, voire inconsistante dans le jeu des puissances. Elle n'est plus une puissance, puissance au sens d'Aristote, une

³ Un monde pluriel. Auguste Blanqui parlait en un sens proche de multivers.

activité qui produit la connaissance de soi mais, plus encore, la construction de soi.

L'Europe n'existe pas pour plusieurs raisons. Pour exister, il faut être porteur d'une certaine idée de soi. Or, l'Europe actuelle se veut d'abord universaliste. Sa seule identité serait d'être le réceptacle des identités des autres. On y célèbre tout ce qui n'est pas nôtre. Chacun y plante et cultive ses croyances. Toutes les diversités sont bonnes à célébrer, sauf celles d'Europe. Tout est bon à être mis en valeur par les pouvoirs publics, du moment que cela n'évoque pas notre histoire. Tout le monde doit se sentir chez soi en Europe, quitte à ce que les Européens finissent par ne plus se sentir chez eux. Or, cette attitude est la négation d'un principe d'écologie humaine qui est que « chaque sujet a droit à sa culture, [même si] aucune culture n'a de droit sur le sujet »⁴.

Ainsi s'installe une « barbarie douce » (Jean-Pierre Le Goff). Elle se nourrit de l'oubli de soi, qui s'accommode au demeurant fort bien avec la réduction de l'autre au même. C'est cette barbarie

⁴ Robert Lafont, « Contrôle d'identités », in *La production d'identité*, Université Paul Valéry - Montpellier, CNRS, 1986.

qu'évoquait aussi Jean-François Mattéi : « Les Romains distinguaient deux formes barbares. Une barbarie dure, ''ferocitas'', incarnée par les peuples destructeurs du Nord, et une barbarie douce et molle, ''vanitas'', qui est celle de la faiblesse, de la décadence et de l'inconsistance propre selon eux au pôle oriental »⁵.

Résumons, avec Régis Debray : « L'Europe ayant renoncé à définir une personnalité propre et à se fixer des frontières, tant idéales que spatiales, elle a dû trouver un moyen de se représenter et de se présenter aux autres. N'être qu'un grand marché, ce n'est pas très glorieux. Par contre, l'Occident, cela en impose, ça a fait de l'usage. Par ailleurs, la France républicaine ayant renoncé à son système de valeurs et à son autonomie diplomatique, elle a réintégré les commandements de l'OTAN, décision anecdotique mais symbolique du président gallo-ricain Sarkozy, entérinée par son sosie Hollande. Et nous voilà de retour dans ''la famille occidentale''. La double mort historique de Jaurès et de De Gaulle a donné à cette abdication le sens d'un retour à la normale »⁶.

⁵ *Le Nouvel Observateur*, entretien, 13 mai 1999.

⁶ Régis Debray, entretien, *Le Monde*, 18 juillet 2014.

Si l'Europe a déçu, que dire de la classe politique de la France ? Elle a déçu plus encore. Elle semble n'avoir choisi l'Europe que pour se défaire de ses responsabilités devant son peuple et devant l'histoire. « Le quinquennat resserre le rythme et, du coup, souligne l'absence de contraste. La droite a été remplacée par la gauche ; pourtant, à tort ou à raison, l'opinion ne perçoit pas de différence. L'alternance tourne à vide. Qui plus est, la coïncidence trop étroite entre élection présidentielle et élections législatives a retiré aux Français un moyen de corriger la trajectoire en cours de mandat ; la Constitution est devenue de ce fait une machine à produire des déconvenues. Dire que l'action politique est mise en cause, c'est un lieu commun, mais il y a plus : le doute s'étend aux institutions, je veux dire à la notion d'institution elle-même, ce qui relève à mes yeux du populisme. Toutefois, ces raisons n'expliquent pas tout. [...] Plus profondément, le doute s'est installé dans l'esprit des Français sur le caractère national de leurs gouvernements » note Jean-Claude Milner⁷. La France est devenue le lieu paroxystique de la crise de

⁷ *Marianne*, entretien, « L'affirmation nationale n'est pas un péché », 14 septembre 2014.

confiance dans les institutions et dans la politique en Europe. « La politique française me semble évoluer moins comme une histoire que comme une névrose » remarquait déjà Emmanuel Berl⁸. Il faut peut-être simplement rajouter que la névrose est devenu psychose. Ce n'est sans doute pas sans lien avec le haut niveau de vote populiste.

*

Nous vivons une *stasis* : à la fois une guerre civile interne, moléculaire⁹, et une dissolution de l'intérieur. Les citoyens désarmés (physiquement, intellectuellement, moralement désarmés) sont la proie des premiers prédateurs venus, comme Machiavel l'avait observé¹⁰. On ne lutte pas, à l'époque qui est la nôtre, contre le délitement, contre l'épuisement interne, contre l'« homme du néant » (Max Picard) qui est en nous, et tente de vampiriser chacun d'entre nous, par le seul recours au

⁸ *La France irréaliste*, Grasset, 1957.

⁹ D'où la justesse de la remarque d'Ernst Jünger : « Réorganiser vraiment l'armée ce n'est pas l'adapter à la stratégie aérienne ou atomique. Il importe bien plutôt qu'une option nouvelle de la liberté prenne force et corps. », *Traité du rebelle*, 1951.

¹⁰ « Il faut être renard pour connaître les filets, et lion pour faire peur aux loups » Machiavel, *Le Prince*, XVIII.

commandement. Nous ne sommes plus dans une société hiérarchique. On lutte en remotivant. Mais des motifs de croire en quelque chose, ce sont des valeurs. On voit mal comment un Etat prônant la neutralité axiologique – le relativisme étant devenu sa doctrine absolue – pourrait jouer un rôle dans cette remotivation.

David Engels souligne que la crise de l'Europe est plus identitaire qu'économique¹¹. De fait, même la crise économique en Europe vient de ce que cette Europe a fait le choix de l'ouverture économique mondiale libre-échangiste qui va avec le déplacement général des populations. Aristote, au demeurant « métèque » au sens de l'époque (étranger domicilié à Athènes), affirmait : « Est aussi facteur de sédition l'absence de communauté ethnique tant que les citoyens n'en sont pas arrivés à respirer d'un même souffle. Car de même qu'une cité ne se forme pas à partir d'une masse de gens pris au hasard, de même ne se forme-t-elle pas dans n'importe quel espace de temps. C'est pourquoi parmi ceux qui ont, jusqu'à présent, accepté des étrangers pour fonder une cité

¹¹ *Le Déclin. La crise de l'Union européenne et la chute de la République romaine*, éd. du Toucan, 2012.

avec eux ou pour les agréger à la cité, la plupart ont connu des séditions »¹².

Aristote disait encore dans le même passage : « L'absence de communauté nationale est facteur de guerre civile, tant que les citoyens ne partagent pas les mêmes valeurs de civilisation. » Or, sur le plan politique, l'Europe ne veut ni affirmer un contenu, ni un projet (qui pourrait être l'indépendance vis-à-vis des grandes puissances et un modèle de civilisation fondé sur la mesure¹³), ni des limites claires. « Les grandes nations avaient de grands préjugés » disait en substance Cioran¹⁴. (Vaste question que celle des préjugés. Le préjugé est « le vêtement d'une raison cachée » disait Burke, d'une « raison qui s'ignore » pensait Maurras, « sortons du sépulcre, revêtons nos préjugés. Si temporaires, du moins ils nous tiennent chaud », affirmait Barrès¹⁵). Faire l'apologie des

¹² *Politique*, V, 1303 a 25-29.

¹³ Cette civilisation devrait être fondée sur un principe de réciprocité entre l'homme et la nature, et aussi sur la réduction du temps de travail. Dans un texte de 1930, *Perspectives économiques pour nos petits-enfants*, John-Maynard Keynes envisageait la semaine de 15 heures.

¹⁴ « Tous ces peuples étaient grands, parce qu'ils avaient de grands préjugés », *De l'inconvénient d'être né*.

¹⁵ *Du sang, de la volupté, de la mort*, 1894.